

# Emanuel, la garantie efficacité d'Obama

Etats-Unis . Le futur secrétaire général de la Maison Blanche, ex-conseiller de Clinton, est expérimenté et habile.

[Réagir](#)

NEW YORK, de notre correspondante **MARIA PIA MASCARO**

En nommant Rahm Emanuel au poste de secrétaire général de la Maison Blanche dès le lendemain de son élection, Barack Obama n'a pas fait dans la dentelle. Rahm Emanuel, surnommé Rahmbo, s'est taillé une réputation de «*tueur*» à Washington durant ses années comme conseiller de Bill Clinton et, plus récemment, pendant celles passées au Congrès, où il officie depuis 2002 comme représentant de l'Illinois. Ce natif de Chicago est connu pour son langage ordurier - «*Je jure beaucoup*», admet-il - et ses manières brusques, mais on le dit aussi très loyal et bûcheur sur les dossiers politiques.

**Ego.** Sa nomination a suscité des réactions vives et variées à l'intérieur comme à l'extérieur du parti démocrate. Mais il y a consensus sur le fait que sa présence aux côtés d'Obama signifie que la transition et les premiers mois de la nouvelle administration ne ressembleront pas au chaos des débuts de la présidence Clinton en 1993. Emanuel connaît aussi bien les arcanes du Congrès, et partant l'ego démesuré de certains de ses membres, que les rouages du fonctionnement de l'exécutif.

Rahm Emanuel, 49 ans, est entré en politique en 1984 pour la machine démocrate de Chicago. Il est rapidement remarqué par Clinton, qui l'emploiera dans sa première campagne avant d'en faire son directeur politique et l'un de ses plus proches conseillers à la Maison Blanche. Abrupt et peu diplomate, Emanuel parvient néanmoins à forger des majorités au Congrès pour faire voter des textes clés. Il est ainsi l'artisan de l'adoption du traité de l'Aléna (accord de libre-échange entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique) au Congrès en 1993. Il fut aussi indispensable à Clinton pour le passage de lois controversées sur l'interdiction des armes d'assaut, la réforme de l'assistance sociale et la couverture médicale. Après avoir quitté la Maison Blanche, en 1999, il travaille pendant trois ans pour le service fusions et acquisitions de la banque d'investissement Wasserstein Perella. Il aurait accumulé une fortune de près de 18 millions de dollars durant ces trois années.

Les liens d'Emanuel avec Israël ont suscité des froncements de sourcils, dans le monde arabe notamment. Fils de Benjamin Emanuel, cofondateur de l'Irgoun, un groupe de sionistes qui s'était illustré par des attentats contre les Britanniques et les Arabes lors de l'indépendance d'Israël, Rahm Emanuel a brièvement participé à des exercices de service civil auprès de l'armée israélienne durant la première guerre du Golfe. Ses positions sont toutefois plus conciliantes que celles de son père, qui avait déclaré dans une interview : «*Evidemment, il va influencer le Président pour qu'il soit pro-Israël. Pourquoi ne le ferait-il pas ? Qu'est-ce qu'il est ? Un Arabe qui va nettoyer le carrelage à la Maison Blanche ?*» Emanuel a dû s'excuser pour les réflexions de son père - un pédiatre immigré depuis aux Etats-Unis - auprès de la communauté arabe américaine et rassurer sur ses positions sur le conflit au Moyen-Orient. Il se dit un fervent partisan du processus de paix d'Oslo et on le crédite d'avoir orchestré la poignée de main entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, en 1993.

**Compromis.** Dès 2002, il revient à la politique et décroche le siège de représentant de l'Illinois. Très vite, il accède au cercle très fermé des décideurs démocrates. Le parti lui doit sa victoire au Congrès en 2006. Une réussite mise sur le compte de ses talents de leveur de

fonds et de son nez politique. La gauche du parti l'accuse d'être trop enclin au compromis, alors que des républicains condamnent son approche partisane des dossiers. Emanuel compte pourtant des amis dans l'opposition, dont le sénateur Lindsey Graham, un ténor républicain proche de McCain au cours de la campagne.

D'une manière générale, sa nomination a été saluée aux Etats-Unis. L'approbation la plus flatteuse est venue du *Chicago Tribune*, un quotidien pourtant conservateur, qui a remballé les critiques en disant : «*Ils ont tort. Le choix d'Emanuel signale qu'Obama est sérieux sur la mise en place de son agenda [...]. Ce choix souligne ce que sa campagne réussie et très disciplinée a déjà démontré : Obama n'est ni un radical ni un naïf.*»

